France : à l'Assemblée, Marzouki prône "l'islam démocratique" en Tunisie

18/07/2012 à 20h16

Président de la République tunisienne, Moncef Marzouki s'exprimait mercredi devant les députés, au deuxième jour de sa visite en France. Dans son discours, il a rappelé qu'une "fraction de la France" avait soutenu la dictature tunisienne de Ben Ali, avant la révolution de janvier 2011. Mais le chef de l'Etat a surtout insisté sur l'amitié franco-tunisienne, et sur sa relation avec ses partenaires islamistes qui dominent le gouvernement dans son pays.

Tourner une page dans les relations franco-tunisiennes pour mieux continuer la "longue histoire commune". Tel était le message de Moncef Marzouki, le président de la Tunisie élu en décembre dernier, aux députés français. Le chef de l'Etat est devenu mercredi le 17e dirigeant étranger à s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale, au deuxième jour de sa visite en France.

Son déplacement avait pour but d'"effacer les traces" des tensions entre les deux pays, comme il l'avait affirmé aux côtés de François Hollande la veille. Le pouvoir tunisien reproche en effet à l'ancien gouvernement français son attitude lors de la révolution tunisienne, l'accusant de ne pas avoir soutenu la transition démocratique et, au contraire, d'avoir voulu conforter le régime de Ben Ali. Moncef Marzouki, qui s'en était pris dans les colonnes du *JDD* en début d'année à "l'esprit colonial" de la France, n'a pas voulu régler ses comptes dans l'hémicycle, déserté par bon nombre de députés de droite. Le président tunisien s'est contenté d'affirmer qu'"une fraction de la France officielle a soutenu, directement ou indirectement, la dictature qui nous a opprimés". Un passage longuement applaudi par les élus de

gauche.

> *“Mais la partie essentielle de la France, celle des partis et des syndicats, des organisations de la société civile, la France des médias, des intellectuels et des simples citoyens, la France qui m’a donné asile, ne nous a jamais fait défaut et nous a soutenus autant qu’elle le pouvait”*

a ajouté Moncef Marzouki, qui fut réfugié pendant dix ans en France, de 2002 à 2011. (…)
Le JDD